



MAIRIE DE LES ARCS

PV du Conseil Municipal

L'an deux mille vingt-quatre le 25 mars à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de LES ARCS Var, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du Conseil, les Arcs, sous la présidence de Nathalie GONZALES,

Date de la convocation : mardi 12 mars 2024

Présents :

Mme GONZALES, M. FAURE, Mme DIBO, M. LAMAT, Mme CHARLES, M. HUDDLESTONE, Mme VIRQUIN, Mme LOMBARD, M. GRANDVARLET, Mme CHALOPIN, M. COTTE, M. MELET, M. DOMERGUE, M. BONZI, Mme GROSSI-WAGNER, M. ROLFI, Mme LEQUENNE, Mme ZEGRE, M. DURANDO

Absents :

M. DOLLA, Mme BOURCET, Mme FORTERRE-ROL, Mme EDDADSI BARQANE, M. KESTEMONT, M. DATCHY

Excusés :

POMMERET Olivier a donné pouvoir à VIRQUIN Christelle, CHALOT-FOURNET Christine a donné pouvoir à GONZALES Nathalie, BONNAUD Sophie a donné pouvoir à CHALOPIN Nathalie, CHAVERNAS Christophe a donné pouvoir à LEQUENNE Fabienne

En exercice	Présents	Absents	Excusé	Votants
29	19	6	4	23

Secrétaire de séance : Julien DURANDO

Procès-verbal de la séance précédente : Adopté

Ordre du jour :

Finances	
24.02.14	Compte de Gestion 2023
24.02.15	Compte administratif 2023
24.02.16	Affectation du résultat de fonctionnement 2023
24.02.17	Bilan des opérations immobilières 2023
24.02.18	Budget primitif 2024
24.02.19	Dotations aux provisions 2024
24.02.20	Admission en créances éteintes
24.02.21	Fixation des taux d'impôt 2024
24.02.22	Attribution des subventions 2024 aux associations

24.02.23	Convention financière entre la commune des Arcs et l'Association Sportive Arcoise de football relative à l'attribution d'une subvention supérieure à 23 000 €
24.02.24	Convention financière entre la commune des Arcs et l'Athletic Sporting Arcois de basket-ball relative à l'attribution d'une subvention supérieure à 23 000 €
24.02.25	Convention financière entre la commune des Arcs et les Médiévales - Les Arcs relative à l'attribution d'une subvention supérieure à 23 000 €
24.02.26	Convention d'habilitation pour le dépôt de CEE (certificat d'économie d'énergie)
24.02.27	Modification de la tarification des bornes de recharges des véhicules électriques
Associations, Sport	
24.02.28	Adhésion à l'association Nationale des Croix de Guerre et Valeur Militaire, et son Comité Régional Sud Provence Alpes Côte d'Azur
Vie Communale	
24.02.29	Délibération portant désignation d'un référent déontologue

Finances

24.02.14 - Compte de Gestion 2023

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées,

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer. Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui ont été prescrites de passer dans ses écritures.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- d'approuver le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2023.

M.LAMAT relève quelques points afin de résumer les pièces annexes. Le budget global de la commune est de 20 millions d'euros. En comparaison, à quelques milliers d'euros près c'est le budget de la commune du Muy, Vidauban ou Lorgues respectivement 9500, 10000 et 12000 habitants (les Arcs 8000 habitants).

L'excédent sur les budgets de fonctionnement et d'investissement est de 3 millions d'euros avec une réserve de fonctionnement qui porte l'excédents à 5,6 millions d'euros. Sur l'année 2024 des investissements vont être portés à hauteur de 7,6 millions d'euros. En effet, pour investir il faut continuer de proposer un large éventail de services tout en dégageant des excédents.

Concernant le résultat financier celui-ci s'élève à environ 2,5 millions d'euros. Pour calculer le ratio de désendettement il faut prendre la dette en cours qui est de 10 millions d'euros et la diviser par le résultat financier qui est de 2,5 millions d'euros. On obtient donc 4,26 ans de durée de désendettement.

Mme Le Maire rappelle que le nombre d'années nécessaires pour rembourser la dette de la commune est très en dessous du seuil d'alerte qui est de 10 années. Elle complète en indiquant que lorsqu'un emprunt est réalisé le nombre d'années nécessaires au désendettement augmente mathématiquement. Par une gestion rigoureuse on doit faire redescendre ce ratio. Le Maire salue une gestion responsable, l'ambition des projets et l'excellence des résultats.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

24.02.15 - Compte administratif 2023

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- de prendre acte de la présentation faite du compte administratif figurant en annexe de la présente délibération
- de constater, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;
- de reconnaître la sincérité des restes à réaliser.

Mme le Maire quitte la salle car elle ne peut pas prendre part au vote.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

Mme Le Maire regagne sa place.

24.02.16 - Affectation du résultat de fonctionnement 2023

Le Maire expose au conseil municipal que l'excédent de fonctionnement réalisé en 2023 au budget annuel de la Commune est de 5 623 494,68 €.

Madame le Maire propose au conseil municipal d'affecter l'excédent 2023 soit 5 623 494,68 € comme suit :

- Fonctionnement (article 002 F01) : 5 200 000,00 €
- Investissement (article 1068 F01) : 423 494,68 €

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- d'adopter l'affectation du résultat 2023 établie ci-dessus.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

24.02.17 - Bilan des opérations immobilières 2023

Vu la loi 95-127 du 8 février 1995 relative aux marchés publics et délégations de services publics par laquelle le législateur a voulu apporter une meilleure connaissance des mutations immobilières réalisées par les collectivités territoriales et leurs établissements publics ;

Vu l'article L.2241-1 alinéa 1 du code général des collectivités territoriales précisant que les acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2000 habitants par celle-ci ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du conseil municipal et que ce bilan est annexé au compte administratif de la commune.

Afin de répondre à l'obligation fixée par la loi, Madame le Maire soumet au conseil municipal un récapitulatif de l'ensemble des acquisitions et cessions réalisées au titre de l'année 2023.

Ce récapitulatif est composé de deux documents annexés à la présente délibération et dressant :

- l'état des acquisitions et cessions immobilières réalisées en 2023 et portées par la commune ;
- l'état des acquisitions immobilières réalisées en 2023 et portées par l'EPF PACA dans le cadre de la convention d'intervention foncière concernant l'îlot République.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- de se prononcer sur le bilan des opérations immobilières de l'exercice 2023 faisant l'objet de l'annexe jointe à la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

24.02.18 - Budget primitif 2024

Madame le Maire soumet à l'examen du Conseil Municipal le projet de budget primitif 2024 dressé et appuyé de tous les documents propres à justifier les propositions. Le Conseil Municipal examinant les propositions du budget primitif, chapitre par chapitre en fonctionnement et programme par programme en investissement.

BP 2024	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	11 911 120,98	11 911 120,98
Section d'investissement	8 088 944,72	8 088 944,72
Total	20 000 065,70	20 000 065,70

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- D'approuver la balance générale du budget primitif 2024 présentée ci-dessus, au niveau du chapitre en fonctionnement, par opération en investissement

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

24.02.19 - Dotations aux provisions 2024

Vu les dispositions du Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2321-2 et R2321-2,

Vu les instructions budgétaires et comptables M57

Vu l'état des restes à recouvrer au 31/12/2023 transmis par le S.G.C. de Draguignan

Considérant que l'instruction budgétaire et comptable prévoit, en application du principe de prudence, que des provisions doivent être constituées dès lors qu'apparaît un risque susceptible de conduire la collectivité à verser une somme d'argent significative.

Considérant que l'article R2321-2 en application du 29° de l'article L2321-2 détaille trois cas de provisions obligatoires, en cas de contentieux contre la commune, en cas de procédure collective pour les garanties d'emprunt, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordés à l'organisme faisant l'objet de la procédure, et notamment lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers apparaît compromis.

Considérant que la collectivité peut choisir entre le régime des provisions semi-budgétaires, de droit commun, et le régime des provisions budgétaires dans la mesure où elles ne donnent pas lieu à inscription de crédits en section d'investissement. Le régime des provisions semi-budgétaires permet une véritable mise en réserve budgétaire, par un mandat réel- d'ordre mixte- en dépenses au chapitre 68. Le comptable mouvementera la contrepartie.

Par souci de sincérité budgétaire, de transparence des comptes et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, le Code Général des Collectivités Territoriales rend nécessaire les dotations aux provisions pour créances douteuses.

Il est d'ailleurs précisé qu'une provision doit être constituée par délibération de l'assemblée délibérante lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur comptes de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, à hauteur du risque d'irrecouvrabilité, estimé à partir d'informations communiquées par le comptable.

La collectivité a opté pour le régime des provisions semi-budgétaires en 2023 et souhaite provisionner 10% du montant des restes à recouvrer au 31/12/2023 soit 57 325,30 €.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- D'accepter le choix du régime des provisions semi-budgétaires.
- De décider que la provision pour le recouvrement des restes à recouvrer soit faite à hauteur de 10 % des restes à recouvrer au 31/12/2023 transmis par le SGC soit 57 325,30€, les crédits seront inscrits au chapitre 68 de l'exercice 2024
- De décider que la provision sera reprise lorsque le risque sera éteint ou réalisé

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

24.02.20 - Admission en créances éteintes

Il est exposé au Conseil Municipal qu'un certain nombre de dettes sont, suite à des décisions judiciaires ou institutionnelles, éteintes.

En conséquence, sur proposition du service de gestion comptable de Draguignan sur les états n°1 et 2, il est proposé au Conseil Municipal l'admission en créances éteintes de ces dettes pour un montant de 9 434,00€ sur le budget Communal.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- d'accepter l'admission en créances éteintes pour un montant total de 9 434,00 € sur le budget communal (article 6542).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

24.02.21 - Fixation des taux d'impôt 2024

Vu les articles 1636 B sexies à 1636 B undecies et 1639 A du code général des impôts ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des impôts et notamment ses articles 1379, 1407, et 1636B sexies ;

Vu la loi n°80.10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale ;

Vu le rapport d'orientation budgétaire présenté en séance du 5 février 2024.

Considérant l'état 1259 comportant les bases prévisionnelles, les produits prévisionnels de référence, les allocations compensatrices et mécanismes d'équilibre des réformes fiscales.

Considérant que le taux de la taxe d'habitation, figé de 2020 à 2022 est à nouveau soumis au vote depuis l'année 2023.

Cette taxe ne concerne plus que les résidences secondaires, les locaux meublés non affectés à l'habitation principale et, sur délibération, les logements vacants depuis plus de deux ans.

Conformément à la présentation du Rapport d'Orientation Budgétaire lors de la séance du 5 février 2024, le élu souhaite la stabilité en matière de fiscalité locale pour l'année 2024.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- d'approuver les taux des contributions directes locales pour l'année 2024 figurant dans le tableau ci-dessous où sont mentionnés, pour mémoire, les éléments de 2023 :

Taxes	Taux 2023	Taux 2024
Foncier non bâti	37,69 %	37,69 %
Foncier bâti	69,69 %	69,69 %
Taxe d'habitation	13,02 %	13,02 %

- de l'autoriser à signer l'état de notification n°1259 ;
- de dire que la recette sera imputée sur l'article 73111 du budget communal ;
- de l'autoriser à prendre toute disposition tendant à rendre effective cette décision.

M.LAMAT apporte quelques points de comparaison. Au niveau de la taxe foncière le taux communal est de 37,69%, la moyenne départementale 40,96% et la moyenne nationale 39,42%. Concernant le taux pour le foncier bâti, le taux communal est de 69,69% contre 72,27% pour la moyenne départementale. Pour la taxe d'habitation elle s'élève à 13,02% contre 22,02% pour la moyenne départementale et 24,45% pour la moyenne nationale.

Mme le Maire rappelle que les logements sociaux sont exonérés d'impôts pour 20 ans.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

24.02.22 - Attribution des subventions 2024 aux associations

Vu les crédits ouverts au budget 2024, sections fonctionnement et investissement,

Vu les demandes de subventions sollicitées par les associations,

Il est demandé au conseil municipal d'approuver le versement des subventions pour l'année 2024, selon le tableau ci-annexé.

Le versement des subventions s'élève à la somme de 175 310 € et se ventile comme suit :

Section	Imputation budgétaire	Montant	
FONCTIONNEMENT	Art. 6574	145 310 €	
INVESTISSEMENT	Art. 20421 / Prog. 15	30 000 €	dont 19 000 € ASA football 11 000 € Athletic Sporting Arcois basket-ball

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- d'approuver l'attribution des subventions 2024 aux associations ;
- d'approuver l'annexe ci-jointe.

Les présidents d'association ne prennent pas part au vote.

Mme le Maire souhaite revenir sur la subvention qui est attribuée à l'association « les Arcs O poil ». Cette association a pour but de trapper, stériliser, identifier et soigner les chats errants. Jusqu'à présent les opérations étaient prises en charge à hauteur de 50% par l'association « 30 millions d'amis ». Dorénavant, il n'est plus possible de tatouer les chats, une pose de puce est obligatoire et entraîne un coût supplémentaire de 20€. Concernant l'association « les Médiévales », une réserve de 5000€ a été prévue notamment pour la mise en place de sécurité. La France vient d'être placée en « urgence attentat » ce qui semble confirmer la nécessité de cette

réserve. Pour rappel sur les dernières fêtes médiévales encadrées par des fans zones le coût de la mise en place de la sécurité s'est élevé à 30 000€.

M.DURANDO demande ce qu'il en est pour l'association « les vassaux de Provence » qui ne figure pas dans le tableau des associations bénéficiant d'une subvention.

M.HUDDLESTONE précise que l'association n'a pas déposé de dossier de demande de subvention, le bureau étant en transition. Ils seront soutenus par la commune dans leurs activités par le biais de prêt des minibus communaux. L'association devra toutefois présenter une assurance leur permettant de conduire ces minibus. Les présidents d'associations sont invités à sortir de la salle. M.HUDDLESTONE et Mme GROSSI-WAGNER quittent la salle.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

Mme GROSSI-WAGNER regagne sa place.

24.02.23 - Convention financière entre la commune des Arcs et l'Association Sportive Arcoise de football relative à l'attribution d'une subvention supérieure à 23 000 €

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12/04/2000 précisant que « L'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret [23 000 €, décret n° 2001-495 du 6 juin 2001], conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée »,

Vu la demande de subvention (Cerfa n° 12156*06) présentée par l'ASA football,

Il est demandé au conseil municipal d'approuver la convention financière ci-annexée.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- d'approuver la convention financière annexée ;
- d'approuver la demande de subvention de l'ASA football (Cerfa n° 12156*06).

Les présidents d'association ne prennent pas part au vote.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

M.HUDDLESTONE regagne sa place.

24.02.24 - Convention financière entre la commune des Arcs et l'Athletic Sporting Arcois de basket-ball relative à l'attribution d'une subvention supérieure à 23 000 €

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12/04/2000 précisant que « L'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret [23 000 € décret n° 2001-495 du 6 juin 2001], conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée »,

Vu la demande de subvention (Cerfa n° 12156*06) présentée par l'Athletic Sporting Arcois de basket-ball,

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver la convention financière ci-annexée.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- d'approuver la convention financière annexée ;
- d'approuver la demande de subvention de l'ASA basket-ball (Cerfa n° 1256*06).

Les présidents d'association ne prennent pas part au vote.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

24.02.25 - Convention financière entre la commune des Arcs et les Médiévales - Les Arcs relative à l'attribution d'une subvention supérieure à 23 000 €

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12/04/2000 précisant que « L'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret [23 000 € décret n° 2001-495 du 6 juin 2001], conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée »,

Vu la demande de subvention (Cerfa n° 12156*06) présentée par Les Médiévales,
Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver la convention financière ci-annexée.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- d'approuver la convention financière annexée ;
- d'approuver la demande de subvention des Médiévales – Les Arcs (Cerfa n° 12156*06).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

24.02.26 - Convention d'habilitation pour le dépôt de CEE (certificat d'économie d'énergie)

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 221-17,

Vu la Loi de programme n° 2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique (loi POPE) et notamment ses articles 14 à 17

Vu la Loi n° 2010-788 du 2 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (loi ENE) et notamment son article 78 ainsi que ses décrets d'application,

Vu le décret n°2010-1663 du 29 décembre 2010 modifié relatif aux obligations d'économie d'énergie dans le cadre du dispositif des certificats d'économie d'énergie

Vu le décret n° 2010-1664 du 29 décembre 2010 modifié relatif aux certificats d'économie d'énergie,

Vu le décret n°2011-1215 du 30 septembre 2011 relatif aux pouvoirs du ministre chargé de l'énergie en matière d'agrément de plans d'actions d'économies d'énergie et de délivrance de certificats d'économies d'énergie,

Vu le décret n° 2012-23 du 6 janvier 2012 relatif aux contrôles et aux sanctions applicables dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie,

Considérant la volonté de la commune de s'engager dans une politique globale de maîtrise de l'énergie dans ses bâtiments et installations techniques,

Considérant l'intérêt pour la commune de se faire accompagner afin d'obtenir la meilleure valorisation des certificats d'économies d'énergie,

Considérant le projet de convention d'habilitation pour le dépôt en groupement des CEE avec le Territoire d'Energie Var – SYMIELEC (TE83),

Le Certificat d'Économies d'Énergie, appelé communément CEE, correspond à la valorisation de travaux d'économies d'énergie en transformant les économies potentiellement engendrées en kWhcumac puis en euros.

Ce dispositif constitue l'un des instruments de la politique de maîtrise de la demande énergétique. Créé à la base en 2006, il repose sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie imposée par les pouvoirs publics aux vendeurs d'énergie.

Ceux-ci doivent ainsi promouvoir activement l'efficacité énergétique auprès des consommateurs d'énergie tels que les collectivités.

Le Symielec Var propose aux Communes du Var de valoriser leurs travaux de performance énergétique par le biais de regroupement de dépôt de CEE. Après consultation de plusieurs opérateurs, le Syndicat a contracté un partenariat avec « La Compagnie des Économies d'Énergies (La C2E) » jusqu'au 31 décembre 2023, à un tarif de rachat des CEE à un niveau plancher très valorisant, pour :

- Analyser les travaux et estimer les CEE à obtenir,
- Mettre en œuvre les contrôles réglementaires nécessaires sur les travaux réalisés,
- Monter les dossiers de demande de CEE et les suivre jusqu'à leur validation par le Pôle National des CEE,
- Vendre les CEE et les reverser au Syndicat.

Ensuite le Symielec Var reverse 90% des fonds issus de la valorisation des CEE aux Collectivités concernées. Les 10% conservés correspondent aux frais de gestion et de fonctionnement du service.

En signant la convention de regroupement du Symielec Var, les collectivités bénéficient de l'expertise du Syndicat pour récupérer des recettes issues de leurs travaux de rénovation.

L'accompagnement prévoir :

- L'analyse et l'estimation des CEE à obtenir,
- La mise en œuvre des contrôles règlementaires nécessaires sur les travaux réalisés,
- Le montage des dossiers de demande de CEE avec suivi jusqu'à leur validation par le pôle national des CEE.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- d'approuver la convention d'habilitation pour le dépôt en groupement des CEE avec le Territoire d'Energie Var – SYMIELEC (TE83),
- de l'autoriser à signer la convention et tout document relatif aux demandes de CEE.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

24.02.27 - Modification de la tarification des bornes de recharges des véhicules électriques

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération 22.07.47 du 12 décembre 2022 : Mise en place du paiement par les utilisateurs, et tarification des bornes de recharges des véhicules électriques

Considérant la baisse sensible du prix de l'électricité résultant du marché

Deux bornes permettant de recharger des véhicules électriques sont installées sur la commune, une située Place du Général de Gaulle, la seconde Place Paul Simon.

Par délibération 22.07.47 du 4 décembre 2022, la commune a institué payant l'utilisation des 2 bornes de recharges des véhicules en fixant les tarifs suivants tenant compte d'une hausse forte hausse du tarif de l'électricité pour l'année 2023.

Tarif normal entre 06H00 et 22H00

: 0,50 € par kWh

+ 0,08 € par kWh à partir de 2 H de connexion à la borne

Tarif réduit entre 22H00 et 06H00

0,50 € par kWh

+ 0,00 € par kWh à partir de 2 H de connexion à la borne

Le coût de l'électricité étant en baisse pour l'année 2024, il est proposé un nouveau tarif qui entrera en vigueur lors de la mise en place du mode payant de l'utilisation des bornes de recharge des véhicules électriques.

Tarif normal entre 06H00 et 22H00

: 0,35 € par kWh

+ 0,08 € par kWh à partir de 2 H de connexion à la borne

Tarif réduit entre 22H00 et 06H00

0,35 € par kWh

+ 0,00 € par kWh à partir de 2 H de connexion à la borne

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- d'approuver la nouvelle tarification mentionnée ci-dessus.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

Associations, Sport

24.02.28 - Adhésion à l'association Nationale des Croix de Guerre et Valeur Militaire, et son Comité Régional Sud Provence Alpes Côte d'Azur

Considérant que la commune est décorée au titre de la Croix de Guerre 1939-1945,

Madame le Maire présente au conseil municipal l'Association Nationale des Croix de Guerre et Valeur Militaire,

L'association a pour objet de :

- Maintenir entre les décorés les liens de camaraderie qui, aux heures du danger, les unissaient étroitement.
- Faire en sorte que les générations à venir ne soient pas oublieuses des sacrifices consentis par les générations passées, puisque c'est grâce à ces sacrifices, que notre pays est demeuré libre.
- Etablir un contact permanent entre ceux qui, au moment des épreuves, ont su faire passer l'intérêt de la nation avant leur intérêt propre.
- Prendre position, chaque fois que cela apparaîtra nécessaire pour défendre, dans tous les domaines, idéaux pour lesquels les décorés ont montré, par leur exemple, qu'ils étaient prêts à donner leur vie pour la nation.
- Regrouper, les combattants, français, étrangers ainsi que les personnes morales (villes et unités décorées, grandes écoles) qui ont mérité par leur courage, de recevoir La Croix de Guerre, la Valeur Militaire.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- d'approuver l'adhésion à l'Association Nationale des Croix de Guerre et Valeur Militaire et son Comité Régional Sud Provence Alpes Côte d'Azur,
- d'approuver le versement de la somme correspondant à la cotisation 100 euros par an ;
- d'inscrire les crédits nécessaires au budget ;
- de l'autoriser à signer tout acte se rapportant à la présente adhésion.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

Vie Communale

24.02.29 - Délibération portant désignation d'un référent déontologue

Vu l'article L 1111-1-1 du code général des collectivités territoriales,

Vu les articles R 1111-1-1 A et suivants du code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022,

Considérant que tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local ;

Considérant que le référent déontologue doit être désigné par délibération ;

Considérant que le référent déontologue est une personne n'exerçant, au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées, aucun mandat d'élu local, n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêt avec celles-ci ;

Considérant que les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences.

En ce qui concerne le montant de la vacation celui-ci est prévu à l'article 2 de l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local, ainsi rédigé : *« Lorsque les missions de référent déontologue sont assurées par une ou plusieurs personnes, le montant maximum de l'indemnité pouvant être versée par personne désignée est fixé à 80 euros par dossier. »*

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- DE DESIGNER Monsieur Didier Rouquié, Magistrat honoraire auprès de la Chambre Régionale des Comptes, référent de la commune.
- DE PRECISER que Monsieur Didier Rouquié exercera ses missions pour une durée d'environ deux ans soit jusqu'au 31/12/2026.
- DE PRECISER que tout conseiller municipal pourra saisir le référent désigné et que les modalités de saisine, d'examen et les conditions dans lesquelles les avis sont rendus seront détaillées.
- DE PRECISER que Monsieur Didier Rouquié percevra une indemnité fixée à 80€ par dossier tels que prévus par l'arrêté du 6 décembre 2022 (n° IOMB2224141A) et que les crédits seront ainsi ouverts au budget.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

Questions diverses :

M.DURANDO souhaite connaître quels moyens ont été mis en place contre la petite délinquance suite aux événements qui ont eu lieu fin février en centre-ville.

Mme le Maire informe qu'un nouvel agent de la police municipale va prendre ses fonctions mi-mai et un nouveau recrutement devrait être effectué.

Un important maillage de caméra est déjà en place sur la commune. Une caméra a été déplacée au niveau de la rue de la République.

Concernant la gendarmerie, Mme le Maire précise que la police municipale travaille en collaboration avec la gendarmerie. Il est également demandé une présence accrue de la gendarmerie sur le territoire communal.

La séance est levée à 20h15.